

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 26 janvier 2022****Objet n° 21** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Mohamed Echouel, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement - Exercices 2022 à 2024 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 3 et 8 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 28 octobre 2020 votant le règlement-taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2024;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant qu'au-delà du principe budgétaire ci-dessus énoncé, le taux de la taxe annuelle se justifie d'une part par les coûts liés aux mesures de surveillance particulière et de contrôle spécifiques exercées par les services de police qu'engendre cette activité, et d'autre part ceux liés au surcroît d'interventions de la part des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques; Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes (arrivées et départs bruyants des clients, stationnement négligeant, bouteilles cassées et autres déchets jonchant les environs immédiats), que ces différents éléments entraînent des coûts importants pour la surveillance et le nettoyage du domaine public et qu'il paraît dès lors équitable de reporter une partie de ces coûts sur les gestionnaires des phone shops ;

Considérant qu'un excès des « phone shops » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce et que ce cercle vicieux doit être maîtrisé par des actions ciblées visant à améliorer la diversité et la qualité des magasins ; et que donc la taxe (et plus particulièrement la taxe d'ouverture) ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;

Considérant que les recettes résultant de cette taxe contribuent aux coûts qu'implique la lutte contre les nuisances et permettent de mener une politique économique locale réfléchie dans les centres commerciaux ;

Considérant que les propriétaires des lieux doivent être conscients du fait qu'ils assument également une grande part de responsabilité en louant leur bien pour des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la propreté et portent atteinte à l'image du commerce et qu'ils sont donc solidaires et indivisibles pour le paiement de la taxe ;

Considérant que si l'obligation de déclaration ou d'autres démarches ne sont pas respectées (absence de déclaration spontanée endéans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale ou de déclaration incomplète ou inexacte), il convient de soumettre le redevable à un enrôlement d'office avec une majoration de 50% de la taxe pour assurer l'effectivité de cette taxe ;

Considérant que l'exonération consacrée à l'article 7 se justifie au regard des missions de service public qu'accomplit tout opérateur assurant le service universel lequel service est conditionné par 4 principes : l'universalité (offre de service à tous à des prix accessibles), l'égalité (absence de discrimination notamment tarifaire sur base de la localisation par exemple), la continuité (permanence du service) et l'ubiquité (offre sur l'ensemble du territoire)

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 30 novembre 2021 et 11 janvier 2022 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'imposition 2022 à 2024 une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe annuelle sur les établissements situés sur le territoire de la Commune de Schaerbeek qui mettent des appareils de télécommunication, à la disposition du public, contre paiement.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique. (C'est-à-dire : Téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc)

Article 3

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant du commerce. Le propriétaire du fonds de commerce et le propriétaire du bien immobilier dans lequel s'exploite le commerce visé par la taxe sont responsables de façon solidaires et indivisibles de la taxe.

Article 4

La taxe d'ouverture est fixée au 1^{er} janvier 2022 à 8.958,01€ (taux 1). Ce taux sera majoré de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

	Exercice 2023	Exercice 2024
<u>Taux 1</u>	9.226,75 €	9.411,29 €

La taxe d'ouverture est perçue au comptant contre la remise d'une preuve de paiement, à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un établissement mettant des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est une taxe unique, due pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe annuelle est fixée au 1^{er} janvier 2022 à 2.693,14€ par établissement (taux 2). Elle débute l'année qui suit celle du débit de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de la mise en application du présent règlement-taxe.

Ce taux sera majoré de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

	Exercice 2023	Exercice 2024
<u>Taux 2</u>	2.773,93 €	2.829,41 €

La taxe annuelle est due par voie de rôle pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Sont exonérées de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 8

§1^{er} – Le contribuable de la taxe est tenu de faire la déclaration des éléments imposables sur le territoire de la commune, comme le prévoit le présent règlement-taxe au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§2 – Pour un exercice d'imposition donné, l'Administration communale adresse, par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, pour le 10 décembre de l'année d'imposition au plus tard, une proposition de déclaration au contribuable, reprenant des éléments imposables.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte, selon le contribuable, des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4 - Le contribuable qui n'a pas reçu de proposition de déclaration est tenu de se procurer le formulaire de déclaration et de faire sa déclaration, dûment complétée et signée, au plus tard dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§5 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

§6 - En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Cette nouvelle déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut jusqu'à révocation expresse.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par

le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1ère infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2ème infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3ème infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 11

La taxe d'ouverture est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune, au moment de la déclaration. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

La taxe annuelle est recouvrée par voie de rôle et payable, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 14

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe d'ouverture.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 octobre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 janvier 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 januari 2022

Voorwerp nr 21 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitster; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding - Aanslagjaren 2022 tot 2024 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 3 en 8 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende het raadsbesluit van 28 oktober 2020 betreffende de belasting op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding, voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2024;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat afgezien van het hierboven uiteengezette begrotingsbeginsel, het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt gerechtvaardigd door enerzijds de kosten in verband met het speciale toezicht en specifieke controlemaatregelen uitgevoerd door de politiediensten die door deze activiteit worden gegenereerd, en anderzijds die met betrekking tot de verhoging van interventies van de gemeentelijke diensten in termen van netheid en openbare veiligheid anderzijds;

Overwegend dat dit type inrichting aanzienlijke overlast veroorzaakt (luidruchtige aankomst en vertrek van klanten, ongepast parkeren, kapotte flessen en ander rotzooi in de directe omgeving), dat deze verschillende elementen aanzienlijke kosten met zich meebrengen voor het bewaken en reinigen van het openbaar domein en het lijkt dan redelijk om sommige van deze kosten te verhalen bij de beheerders van de “phone shops”;

Overwegende dat een teveel aan “phone shops” de kwaliteit en de aantrekkelijkheid van het winkelapparaat schaden en dat deze vicieuze cirkel geremd moet worden door gerichte acties om een verbetering teweeg te brengen op het vlak van verscheidenheid en kwaliteit van handelszaken, en dat daarom de belasting en in het bijzonder de openingsbelasting werd ingevoerd om het aantal vestigingen te reguleren;

Overwegende dat de ontvangsten die voortvloeien uit deze belasting bijdragen in de kosten die nodig zijn voor het bestrijden van de overlast en toelaten een doordacht lokaal economisch beleid te voeren in de handelskernen;

Overwegende dat de eigenaars van de panden zich bewust moeten zijn van het feit dat zij een grote medeverantwoordelijkheid dragen bij verhuur van hun eigendommen voor activiteiten die de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en het imago van het winkelapparaat schaden en dat zij daarom solidair zijn en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting;

Overwegende het feit dat indien de aangifteplicht of andere stappen niet worden nageleefd (afwezigheid van spontane aangifte binnen tien dagen na de opening van de nieuwe commerciële activiteit of onvolledige of onnauwkeurige aangifte), het raadzaam is om de persoon te onderwerpen aan een ambtshalve inkohiering met een verhoging van 50% van de belasting om de effectiviteit van deze belasting te verzekeren;

Overwegende dat de vrijstelling van artikel 7 gerechtvaardigd is in het licht van de taken van openbare dienst die door elke operator van de universele dienst moeten worden verricht, waarbij de dienst wordt bepaald door vier beginselen: universaliteit (iedereen diensten aanbieden tegen betaalbare prijzen), gelijkheid (afwezigheid van discriminatie, met name op basis van lokalisatie, bijvoorbeeld), continuïteit (duurzaamheid van de dienst) en alomtegenwoordigheid (aanbod in het hele land);

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november 2021 en 11 januari 2022 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2022 tot 2024, wordt een openingsbelasting alsook een jaarlijkse belasting geheven op de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek die tegen betaling, telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur worden verstaan, elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen (t.t.z.: telefoon, fax, modem, video, etc...).

Artikel 3

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater. De eigenaar van het handelsfonds en de eigenaar van het onroerend goed waarin de aan de belasting onderworpen vestiging wordt uitgeoefend zijn hoofdelijk aansprakelijk en op een niet deelbare manier.

Artikel 4

De openingsbelasting is op 1 januari 2022 vastgesteld op 8.958,01€ (voet 1). Deze aanslagvoet zal per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en het daaropvolgende jaar met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
<u>Voet 1</u>	9.226,75 €	9.411,29 €

De openingsbelasting is contant verschuldigd tegen afgifte van een betalingsbewijs, bij iedere opening van een nieuwe commerciële activiteit die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking stelt van het publiek. Iedere wijziging van uitbater is equivalent aan een nieuwe commerciële activiteit. De openingsbelasting in een éénmalige belasting, verschuldigd voor het hele jaar, welke ook de datum weze van aanvang, stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar. Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 5

De jaarlijkse belasting is op 1 januari 2022 vastgesteld op 2.693,14€ per vestiging (voet 2). Zij treedt in voege vanaf het jaar volgend op het verschuldigd zijn van de openingsbelasting of bij gebrek hieraan vanaf het in werking treden van onderhavig belastingreglement.

Deze aanslagvoet zal per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en het daaropvolgende jaar met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
<u>Voet 2</u>	2.773,93 €	2.829,41 €

De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier, voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het aanslagjaar, welke ook de datum weze van aanvang of stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar.

Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 6

In geval van een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de vestiging, door een sanctie genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, zullen de uitbaters in toepassing van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet op geen enkele schadeloosstelling aanspraak kunnen maken.

Artikel 7

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 8

§1 - De belastingplichtige is verplicht aangifte te doen van de belastbare elementen op het grondgebied van de gemeente, bedoeld in dit belastingreglement dit uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§2 - Uiterlijk op 10 december van een welbepaald aanslagjaar, stuurt het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurd voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De belastingplichtigen die geen voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen en hun aangifte terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk binnen de tien dagen na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§5 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

§6 - In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze

naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Deze nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en is geldig totdat het uitdrukkelijk wordt herroepen.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;

3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 11

De openingsbelasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de gemeente, op het moment van de aangifte. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

De jaarlijkse belasting zal via een kohier ingevorderd worden en is te voldoen door de belastingschuldige, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 14

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de openingsbelasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2022 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 oktober 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 januari 2022.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE